



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 6 novembre 2009

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

» Sommaire

Europe-Afrique

Un nouveau souffle nécessaire

3 questions à Jean-Michel Fourgous

Tunisie

Une victoire annoncée

Foëts africaines

Un enjeu mondial

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

Grands Lacs

LA POUDRIERE DU KIVU

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersdelafrique.fr

ANGOLA- FRANCE Nouvelle crise

Le procès dit de « l'Angola gate », vient de réduire presque à néant les efforts précédemment déployés par les plus hautes autorités françaises, pour apaiser le ressentiment que les enquêtes judiciaires sur ce dossier et la perspective d'un procès à scandale, avaient suscité dans l'esprit des dirigeants angolais.

Le Président Dos Santos lui même, n'a pas apprécié que la justice française continue d'intervenir dans une affaire de ventes d'armes russes à destination de l'Angola, alors que les matériels n'ont pas transité par la France. Ils n'ont pas compris que le procès ait quand même lieu et puisse mettre en cause des autorités angolaises. Mais le plus fort à leurs yeux, c'est la condamnation de Pierre Falcone, ministre conseiller à l'ambassade d'Angola auprès de l'UNESCO à Paris, à six ans de prison ferme et son incarcération immédiate.

La vive réaction de Luanda laisse à penser que certains intérêts économiques de la France en Angola, pays aux richesses pétrolières considérables, risquent sérieusement d'en souffrir. Ses intérêts diplomatiques et stratégiques en Afrique centrale, aussi. Il est urgent de réparer les dégâts. Qui à Paris, saura le faire ?

EDITO

Respect mutuel

Il faut entendre les Africains lorsqu'ils regrettent ou dénoncent l'attitude des occidentaux, généralement enclins à les regarder de haut en leur distribuant plus de mauvais points que de bons. Quoique l'on pense des faits, il faut entendre l'Union Africaine lorsqu'elle critique la propension du Tribunal Pénal International à juger d'abord des Africains.

Dans les capitales occidentales, dirigeants politiques et abonnés des plateaux médiatiques seraient bien avisés d'y réfléchir et d'inciter les peuples du Nord à sortir de leur illusion de supériorité morale, et à

développer avec l'Afrique le dialogue égalitaire, condition indispensable du progrès mutuel.

Il est fort possible que le Président Obama, avec sa sensibilité, et dépassant les certitudes anciennes d'une grande partie de son opinion publique, avance sur ce terrain de l'esprit en direction de toute l'Afrique, comme il a commencé à le faire, le discours du Caire en témoigne, en direction des arabes. Faudra-t-il alors lui courir après ?

Il y a en Europe assez de savoir et d'ouverture vers l'Afrique, pour que des initiatives soient prises, au nom de l'égalité entre les peuples et du respect mutuel, au nom aussi de notre libre capacité à construire l'Histoire.

Gabon

Le premier gouvernement

Le président Ali Bongo Ondimba a mis en place un gouvernement resserré de 30 membres (au lieu de 44 précédemment), réunissant

d'anciens et de nouveaux ministres. La mission assignée par le chef de l'Etat à la nouvelle équipe est de « faire du Gabon un pays émergent ».

EUROPE - AFRIQUE : un nouveau souffle nécessaire

Les rapports entre l'Europe et l'Afrique recouvrent au moins deux réalités : La relation de l'UE avec les Etats africains, et les relations bilatérales des Etats européens avec les Etats africains. Les manières de voir et de faire de la Commission et des gouvernements des pays de l'Union sont naturellement différentes.

La Commission européenne n'a cessé de viser l'harmonisation des politiques, et derrière cet objectif, l'affirmation de son propre pouvoir. Elle a progressé avec une apparente facilité dans les domaines où elle avait compétence juridique et disposait de moyens financiers.

Les accords anciens

C'est ainsi que sont nés les premiers accords d'association Afrique, Caraïbes, Pacifique, organisant des échanges commerciaux préférentiels, assortis de crédits d'aide au développement. Elle a vite

élargi son action en insistant notamment sur l'amélioration de la gouvernance et sur la défense des droits de l'homme, et en intervenant par ce biais sur l'ensemble des relations avec le continent africain, comme

« Aujourd'hui, les accords d'association sont en difficulté »

avec chaque pays.

Mais aujourd'hui, les accords d'association sont en difficulté, et les incursions répétées

de la Commission dans le champ politique, ne cessent d'interrompre le dialogue entre les états et au-delà d'eux entre les peuples. La Commission cherche un nouveau souffle et ne peut pas le trouver.

Des distorsions

Les pays européens, inégalement liés aux pays africains par l'histoire et par les projets d'avenir, et naturellement attachés à leurs relations bilatérales, n'ont pas mesuré tout de suite les distorsions puis les tensions qui allaient progressivement apparaître entre Bruxelles et leurs capitales respectives



Sommet Europe-Afrique

EUROPE - AFRIQUE : un nouveau souffle nécessaire (suite)

(suite)... mais pour les observateurs avertis, en Afrique comme en Europe, la difficulté est maintenant évidente. Elle risque d'avoir des effets globalement négatifs sur la continuité des politiques nationale et communautaires en Afrique, et sur leur utilité et leur signification pour les peuples concernés. La politique des grands pays européens en direction de l'Afrique, à commencer par la France, a besoin d'un nouveau souffle. Elle ne peut le trouver que dans l'affirmation d'une volonté nationale de fraternité avec les peuples amis d'Afrique, nécessairement inscrite dans la durée, nécessairement servie par des équipes dévouées à cette cause et dotées des moyens d'agir.

Une synergie nécessaire

Il est temps de prendre la mesure de la complexité des systèmes qui interagissent en Europe et de la confusion générale qui en résulte. Seule une réflexion politique menée de bout en bout par les Etats européens permettra d'en sortir et de créer les conditions d'une vraie synergie entre Bruxelles et les capitales européennes. C'est le seul moyen d'ouvrir une nouvelle période de nos relations avec les pays d'Afrique, pour le plus grand

bien des peuples d'Afrique et d'Europe.

Pour une cohérence politique

En ce qui concerne Bruxelles, la prochaine mise en place, dans le cadre du traité de Lisbonne maintenant ratifié, d'un ministre des affaires étrangères de l'Europe et d'un Service diplomatique européen, fournit une occasion à ne pas manquer, de clarifier les compétences et les pouvoirs entre la Commission et le Conseil, qui en la matière doit effectivement prédominer. En ce qui concerne les pays membres, c'est également le

moment de manifester leur volonté d'exister dans le monde et en particulier en Afrique, et d'y poursuivre et développer des relations fortes à leur niveau, en se donnant eux aussi les moyens qui conviennent.

La force de l'Europe repose pour longtemps sur la force de ses Etats.

« ...créer les conditions d'une synergie entre Bruxelles et les capitales européennes »

Sommet Chine-Afrique 2009

Au cours du 4ème sommet qui s'est tenu à Charm el Cheikh en Egypte les 8 et 9 novembre, le 1er ministre chinois Wen Jia Bao a promis une aide de 10 milliards de dollars à l'Afrique et une annulation de dette à 31 pays du continent. En 2008, les échanges commerciaux sino-africains ont franchi la barre des 100 milliards de dollars.

3 questions à

Jean-Michel Fourgous



La lettre de l'Afrique:

Quel est le rôle aujourd'hui du groupe d'amitié France-Gabon ?

J-M Fourgous :

Il existe déjà une solide tradition d'amitié franco-gabonaise. Nous souhaitons développer les bonnes relations entre les parlements, échanger des expériences et des avis, en ayant toujours à l'esprit le respect de la spécificité et de la culture de chacun. C'est dans cet esprit que nous allons à la rencontre des parlementaires gabonais et des acteurs économiques et socioculturels du pays.

Nous allons aussi au devant de l'importante communauté française au Gabon. Il convient que nos compatriotes et les entreprises françaises dans ce pays puissent avoir des relais, afin de faire remonter vers Paris au plus haut niveau, leur témoignage sur leur vie quotidienne et leurs souhaits éventuels. Les parlementaires du groupe d'amitié ont naturellement l'occasion au cours de leurs échanges avec les autorités gabonaises d'évoquer certains sujets concernant la communauté française, et de contribuer à une meilleure compréhension des questions pratiques à traiter dans un intérêt commun.

Jean-Michel Fourgous, député-maire d'Elancourt est le Président du groupe d'amitié France-Gabon à l'Assemblée nationale. Il est par ailleurs rapporteur du budget de la défense à la Commission des Finances et co-président avec Olivier Dassault du groupe d'études « Génération entreprises ».

LLA: Quelles actions vous paraissent prioritaires dans la coopération publique franco-gabonaise pour le développement ?

J-M Fourgous :

Il s'agit d'abord de soutenir le développement, afin de favoriser l'emploi et le niveau de vie des populations. Il s'agit aussi de contribuer aux actions menées pour l'éducation et pour la santé. Ce sont des chantiers sur lesquels la France, déjà présente, est en mesure d'accompagner des initiatives gabonaises.

Sur le plan économique, l'engagement des grandes entreprises françaises est significatif. C'est ainsi que TOTAL, EDF et GDF SUEZ interviennent dans le secteur stratégique de l'énergie. Le Gabon, comme chacun sait, est traditionnellement un partenaire important, dans la stratégie globale de la France dans le domaine de l'énergie. C'est un partenariat d'excellence, non seulement économique mais aussi technologique, dont nous nous félicitons. Dans le domaine de l'éducation, nous pourrions accompagner le Gabon dans la révolution numérique, en proposant de

multiplier les nouveaux outils pédagogiques à l'école. Nous savons qu'en Europe, le numérique a fait une entrée massive dans les écoles et a élevé les résultats scolaires, comme l'attractivité de l'école pour les élèves. Le Gabon et l'Afrique doivent pouvoir bénéficier des nouvelles méthodes d'apprentissage et de travail, y compris pour le travail à distance, dont l'intérêt ne cesse de croître.

LLA: Faut-il encourager les grands investisseurs à s'engager davantage au Gabon ?

J-M Fourgous :

Le Gabon a des atouts. Notre objectif est de participer à leur valorisation : c'est ce que nos entreprises peuvent faire. Les sociétés françaises, en effet, maîtrisent un savoir faire et peuvent disposer de ressources financières. Il faut les inciter à investir davantage au Gabon, qui a un beau potentiel humain, des ressources naturelles importantes, et qui a déjà atteint un niveau de développement, sur lequel nous pouvons nous appuyer pour progresser ensemble.

TUNISIE

UNE VICTOIRE ANNONCÉE

Zine El Abidine Ben Ali

Zine El Abidine Ben Ali a été réélu Président de la République Tunisienne, le 24 octobre 2009, avec 89,45% des suffrages, devant cinq autres candidats. L'opposition, dont une partie avait appelé au boycott de l'élection, dénonce une apparence de démocratie et critique les obstacles contre la liberté d'action politique et le contrôle de l'État sur les médias.



Une situation contrastée

Le Président Ben Ali entame un cinquième et dernier mandat de 5 ans, dans un pays où l'exercice général des libertés individuelles et notamment de la liberté d'entreprise, contraste certes avec les difficultés d'expression et d'affirmation d'une opposition politique. Cependant la croissance ininterrompue de la Tunisie au rythme annuel de 5%, son ouverture au monde, avec notamment 7 millions de touristes par an, le climat de paix dont jouissent les Tunisiens et qui étend son influence hors des frontières du pays, permettent au Chef de l'Etat de défendre son bilan et de proposer aux Tunisiens un projet de progrès dans tous les domaines.

Les gouvernements des pays européens de la Méditerranée considèrent favorablement le nouveau mandat du Président Ben Ali, et les perspectives de développement qu'il offre à la Tunisie et à la coopération méditerranéenne.

Malgré des critiques récurrentes, Ben Ali échappe à l'image de dictateur aux yeux des démocraties occidentales : il donne de la Tunisie, proche de l'Europe, l'image d'un pays "stable" et modéré, rempart contre l'islamisme intégriste.

L'économie tire le progrès

Fort du développement économique, M. Ben Ali s'est engagé à réduire le chômage (14%) et à augmenter de 40% le revenu moyen par tête d'habitant d'ici 2014 malgré la crise mondiale.

« Un pays stable et modéré, rempart contre l'islamisme intégriste »

La Tunisie réalise 80 % de ses échanges économiques avec l'Union européenne, la France en tête. Depuis des années, la

Tunisie affiche un important taux de croissance (5à 6%). Elle commence toutefois à ressentir la récession mondiale.

Islam modéré

Le Président Ben Ali a fait du dialogue entre les civilisations un des thèmes forts de sa politique. Il l'a réaffirmé dans le discours qu'il a prononcé après son élection pour marquer le début de son nouveau mandat. Les Tunisiens sont invités avec fermeté à s'y conformer, dans la ligne d'un « Islam modéré ».

Dans cet esprit, de l'école coranique à l'université de théologie, l'enseignement religieux est étroitement surveillé par le pouvoir. Ce contrôle est d'autant mieux organisé que, aux termes de la constitution, l'Islam reste en Tunisie, religion d'État.



Les forêts africaines

UN ENJEU MONDIAL

La conservation et de l'exploitation durable des forêts représentent un enjeu majeur des négociations mondiales pour la lutte contre l'effet de serre. L'Afrique est fortement intéressée.

Tous les continents et beaucoup de pays sont concernés. Les forêts (3 milliards 900 millions d'hectares dans le monde), sont situées par ordre d'importance décroissante, en Europe, en Amérique du sud, en Afrique (notamment dans les pays d'Afrique centrale), en Amérique du nord et centrale, en Asie (notamment en Chine et en Indonésie), et enfin en Océanie.

En Afrique, comme d'ailleurs dans les autres pays de l'hémisphère sud, la forêt, qui couvre 650 millions d'hectares, est menacée par une exploitation industrielle trop souvent intensive, par les coupes et brûlis des populations, et par des

incendies de toute origine. Les autorités nationales souhaitent pouvoir conserver leur capital forestier pour le bien de leurs pays et dans l'intérêt de la planète, mais elles n'ont pas les moyens de financer une telle politique. Elles attendent donc une solidarité financière des pays riches. Mais ceux-ci n'ont pas des ressources illimitées, et la crise économique ne fait qu'accroître leurs difficultés.

Des conséquences économiques et politiques

Pour l'Afrique, et plus particulièrement pour l'Afrique centrale où la forêt compte beaucoup à tous égards, le

débat sur la coopération internationale pour l'avenir des forêts, revêt ainsi, par delà les considérations sur l'effet de serre, une grande importance économique et sociale. Mais la manière dont il se déroulera à Copenhague aura aussi des conséquences politiques : il influera durablement sur les relations globales entre les pays africains concernés et leurs principaux partenaires des pays développés et des pays émergents.

« Les solutions ne sont pas mûres »

Les solutions ne sont pas mûres

Quoi qu'il en soit, la question des forêts en Afrique ne fait

que s'ajouter à la longue liste des problèmes fondamentaux, notamment dans les pays industrialisés, Etats Unis en tête, dont les solutions ne sont pas mûres.

En préparant Copenhague

La réunion internationale de Barcelone, préparant la conférence de Copenhague, vient de montrer que celle-ci pourra sans doute dégager des orientations, mais pas établir les termes d'un traité appelé à succéder au protocole de Kyoto qui expire en 2012. L'Afrique, en ce qui la concerne, aura donc un peu plus de temps pour préciser ses vues sur les projets de traité, question des forêts incluse, et les faire valoir.

Perdu en Afrique*Michel Arseneault, Éditions Stanké, 2009*

Recueil de reportages journalistiques sur plus d'une vingtaine de pays africains où sont abordés les problèmes politiques, économiques et sociaux du continent.

Enjeux politiques de l'histoire coloniale*Catherine Coquery-Vidrovitch, Éditions Agone, 2009*

En formulant la question fondamentale de l'inclusion de l'histoire de la

colonisation et de l'esclavage colonial dans le patrimoine historique « national » de la France, Catherine Coquery-Vidrovitch lève le voile sur un objet et un sujet passionnels.

IO l'Africaine**L'Afrique et ses représentations : de la périphérie du monde au coeur de l'imaginaire occidental***Momar D. Kane, Éd. L'Harmattan 2009*

L'auteur nous fait surtout redécouvrir le fondement d'un imaginaire qu'un Occident rationaliste n'a cessé

d'occulter et de rejeter à sa périphérie, mais qui a continué à nous hanter à travers les arts et la pensée.

L'aventure ambigüe*Cheikh Hamidou Kane, Éd. Julliard, 2009*

Dans la réédition de cette oeuvre majeure de la littérature du XXe siècle, l'auteur pose une problématique consubstantielle à l'Africain, à savoir la nature de son identité face aux nouveaux défis qui lui sont imposés par l'enseignement dit moderne et matérialiste de la puissance occidentale.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES**Afrique du Nord**

- **Mauritanie**

Le parti au pouvoir en Mauritanie, l'Union pour la République (UPR) a obtenu le 8 novembre une très large victoire aux élections pour le renouvellement du tiers au Sénat ;

Afrique subsaharienne

- **Côte d'Ivoire**

Le report de l'élection présidentielle prévue le 29 novembre est confirmé ; on parle maintenant de janvier ou février 2010;

- **Guinée**

Alors que le président burkinabe poursuit sa médiation dans la crise guinéenne, plusieurs leaders de l'opposition proposent une autorité de transition de 6 mois ;

- **Guinée-Equatoriale**

La campagne pour l'élection présidentielle du 29 novembre a commencé ; 5 candidats, dont le président sortant Teodoro Obiang Nguema sont en lice ;

- **RDC**

Le procès de Jean-Pierre Bemba, chef du MLC, accusé de meurtres et pillages en RDC pendant la guerre civile en 2002 et 2003, est annoncé pour le 27 avril 2010 devant la CPI à La Haye ;

- **Madagascar** Les 4 parties malgaches, réunies par la médiation africaine à Adis Abeba, sont parvenues, à l'arraché, à un accord de partage de pouvoir avant les élections fin 2010 ;

- **Niger** Sous la pression de la communauté internationale, Niamey a entamé des discussions avec la médiation africaine pour sortir de la crise politique dans laquelle le pays est plongé depuis plusieurs mois.

ABC - African Business Club

Jeudi 12 novembre 2009
à l'ESCP EUROPE à Paris

Conférence

« *Investir en Afrique :
l'opportunité et le contexte* »

Lancé en 2003, l'ABC vise à mener des actions et à créer un espace de réflexion sur des problématiques du continent africain.

L'ABC a quatre principaux objectifs qui orientent son action :

- Développer un réseau de cadres et d'intellectuels sensibles aux problématiques du continent Africain
- Favoriser la réflexion et les échanges
- Fédérer les potentiels et faciliter l'accès à l'information (production d'études ou articles, diffusion d'informations pratiques)
- Contribuer au développement de l'Afrique et mener à bien des actions caritatives.

*Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.